



Lettre hebdomadaire de communication

Semaine 48 : du 22 au 27 novembre 2019

Opérations

Barkhane

Lancée le 1^{er} août 2014, l'opération Barkhane mobilise près de 4 500 militaires français dans la bande sahélo-saharienne (BSS) qui agissent en appui et en partenariat avec les pays du « G5 Sahel ».

Ces militaires conduisent une mission de lutte contre les groupes armés terroristes dans cette région, selon une approche régionale et transfrontalière.

Barkhane utilise trois points d'appui principaux à N'Djamena (Tchad), Gao (Mali) et Niamey (Niger) et plusieurs bases secondaires.

POINT DE SITUATION MILITAIRE AU 28 NOVEMBRE 2019

Le décès de treize militaires français dans le Liptako malien, morts pour la France à la suite d'une collision entre deux hélicoptères français, un Tigre et un Cougar, a douloureusement marqué l'actualité des opérations. Cet événement est survenu lors d'une opération de combat particulièrement difficile, le lundi 25 novembre, peu avant 20 h, heure de Paris.

L'abordage entre les deux hélicoptères s'est produit alors qu'ils évoluaient à très basse altitude. Ils participaient à une opération d'appui aux commandos de la force Barkhane qui étaient au contact de groupes armés terroristes.

Les treize militaires morts au combat sont les deux membres d'équipage du Tigre (5e RHC), les cinq membres d'équipage du Cougar du 5e régiment d'hélicoptères de combat (5e RHC), quatre opérateurs du groupement commandos montagne (GCM) du 4e régiment de chasseurs (4e RCH), un opérateur GCM du 93e régiment d'artillerie de montagne (93e RAM) et un opérateur GCM du 2e régiment étranger du génie (2e REG).

Les Armées rendent hommage à leurs frères d'armes, morts pour la France, ainsi qu'à leurs familles et leurs proches. Elles s'associent à leur douleur et leur expriment leur plus profonde compassion.





Cette épreuve tragique ne remet pas en cause la détermination de Barkhane à œuvrer pour le retour de la stabilité au Sahel. Résiliente, Barkhane reste déterminée à combattre les groupes armés terroristes. Elle continue cette lutte aux côtés des forces partenaires, qu'elle forme et accompagne, et poursuit son action au profit de la population.

➤ **Précisions sur l'opération**

L'opération au cours de laquelle les militaires ont trouvé la mort était une action d'infiltration lancée par les commandos de Barkhane le 22 novembre, dans le Liptako, au sud d'Indelimane.

Dans l'après-midi du 25 novembre, le groupement de commandos parachutistes a observé un groupe de terroristes équipés d'un pick-up et de plusieurs motos, avec lequel ils ont rapidement été en contact par le feu.

En raison de l'obscurité particulièrement forte qui tombait, et de la complexité du franchissement de l'Oued d'Eranga, les troupes au sol ont fait appel à des moyens aériens.

Une patrouille d'avions de chasse est arrivée sur zone, rapidement suivie par un hélicoptère Cougar et deux hélicoptères Tigre. Le Cougar emportait une équipe d'extraction immédiate des commandos montagne du 4e régiment de chasseurs.

S'engage une mission de reconnaissance de nuit, dans des conditions de combat et des conditions opérationnelles très exigeantes pour suivre la trace du pick-up.

Les commandos parachutistes, au sol, entendent deux explosions, vers 19 h 38, heure de Paris. Elles sont dues à la chute des deux hélicoptères, confirmée rapidement après par le Tigre qui reste en vol.

La priorité de Barkhane a alors été la récupération des corps et la sécurisation de la zone d'opération, assurées notamment par les commandos montagne et parachutistes.

Les Chinook britanniques ont apporté leur concours à ces opérations de sécurisation, en transportant du matériel et du personnel.

Enfin, deux sections de la MINUSMA, basées à Menaka, ont également participé à la sécurisation.

➤ **Précisions sur les suites de l'événement**

Une cérémonie d'hommage se tiendra le lundi 2 décembre aux Invalides, sous la présidence de M. Emmanuel Macron, président de la République.



Les « boîtes noires » (ou enregistreurs de vol) des deux appareils ont été récupérées, puis transmises au Bureau Enquête Accident pour la sécurité de l'aéronautique d'État (BEA-É), organisme indépendant chargé des enquêtes techniques et de sécurité. L'Inspection des Armées va également conduire une enquête de commandement.



ACTIVITE DE LA FORCE

➤ **Barkhane maintient la pression sur l'ennemi dans le Liptako**

Une autre opération s'est déroulée dans le Liptako du 19 au 25 novembre. Le groupement tactique désert n°2 (GTD-2) y a mené une opération au sud de Ménaka, à la frontière entre le Mali et le Niger.

Partis depuis la base opérationnelle avancée temporaire (BOAT) de Ménaka et appuyés par le groupement tactique désert aérocombat (GTD-A), les soldats du GTD-2 avaient pour mission de reconnaître cette région, où sévit notamment l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS).

Nombre de campements ont été reconnus, tandis que le marché de Tagalelt a fait l'objet d'un contrôle méticuleux. Dans le village de Tin Abao des personnels suspects ont fait l'objet d'interrogatoires approfondis. D'autres fouilles et des contrôles de véhicules ont



permis de mettre la pression sur l'ennemi, tout en recueillant des renseignements précis sur la situation sécuritaire dans la zone.



➤ **Sorties air hebdomadaires (bilan du 20 au 26 novembre inclus)**

Les avions de la force Barkhane ont réalisé 97 sorties, parmi lesquelles 34 sorties de chasse, 24 sorties de ravitaillement/ISR et 39 de transport.

BREVES :

Mission de livraison par air avec l'équipage d'un C130H

Le 11 novembre, l'équipage du C130H de la base aérienne projetée de N'Djamena a réalisé une livraison par air. Parti de la base de Niamey, il a ravitaillé en essence, en eau et en rations les troupes françaises déployées au sol. C'était la première livraison par air de l'équipage du C130H de N'Djamena. Les personnels de l'équipage comptent à leur actif 120 heures de vol depuis début octobre et participeront quelques temps au soutien des opérations depuis la base de Niamey.



Les soldats français participent au renforcement du camp des armées maliennes à Boulikessi

Du 8 au 15 novembre, un détachement de Barkhane a participé au renforcement du camp des forces armées maliennes de Boulikessi dans le cadre de l'opération BOURGOU 4. Un mois après l'attaque de groupes armés terroristes sur le camp, le travail consistait à en renforcer la sécurité. Pour ce faire, une section du génie a notamment œuvré nuit et jour en appui des forces partenaires.

L'opération BOURGOU 4 désorganise les groupes armés terroristes

Du 1^{er} au 17 novembre, pendant l'opération majeure BOURGOU 4, le groupement tactique désert « Acier », constitué majoritairement par le 16^e bataillon de chasseurs à pied, a atteint tous les objectifs fixés. Cette opération conjointe d'une ampleur inédite menée avec les forces partenaires burkinabè et maliennes a permis de multiplier les reconnaissances de zones, les ratissages et les fouilles de villages. Au bilan, une superficie comparable à celle de Paris *intra-muros* a été fouillée.

Les moyens aériens déployés lors de l'opération BOURGOU 4

Du 1^{er} au 17 novembre, la force Barkhane a participé conjointement avec les forces partenaires burkinabè, malienne et nigérienne, et trois compagnies de la force conjointe du G5 Sahel à l'opération majeure BOURGOU 4. Un peu plus de 1400 soldats étaient engagés dans la lutte contre les groupes armés terroristes, appuyés notamment par les équipages de MIRAGE 2000-D et le drone REAPER de la base aérienne de Niamey. Les 58 personnels du détachement chasse de la base de Niamey ont été impliqués dans des missions d'appui aérien, de renseignement et de démonstrations de présence.

Livraison de BASTION aux forces armées burkinabè

Le 13 novembre, quatre véhicules blindés BASTION ont été livrés aux forces armées burkinabè (FABF). Ces véhicules leur permettront de disposer de moyens supplémentaires pour lutter contre les groupes armés terroristes.

Mort en opération de treize militaires lors de la collision de deux hélicoptères au Mali

Le lundi 25 novembre, peu avant 20 heures, heure de Paris, treize militaires français engagés au sein de l'opération Barkhane sont morts pour la France, lors d'un accident entre deux hélicoptères, un Tigre et un Cougar, dans le Liptako malien. Selon toute vraisemblance, un abordage entre ces deux aéronefs évoluant à très basse altitude serait à l'origine de l'accident. Ils participaient à une opération d'appui aux commandos de la force Barkhane qui étaient au contact de groupes armés terroristes.



Madame Florence Parly, ministre des armées, rend hommage au 13 militaires morts lors d'une opération de combat

Le 27 novembre, la ministre des Armées accompagnée du chef d'état-major des Armées, le général d'armée François Lecointre, et du chef d'état-major de l'armée de Terre, le général d'armée Thierry Burkhard, s'est rendue sur la base de Gao afin de rendre hommage aux treize soldats décédés lors de la collision de deux hélicoptères durant une opération de combat au Mali.

EFS – Eléments français au Sénégal

Avec 350 militaires déployés, les EFS constituent l'un des deux pôles opérationnels à vocation régionale en Afrique de l'Ouest. Anciennement « forces françaises du Cap Vert » (FFCV), les EFS ont été rebaptisées en août 2011 en conservant des missions conformes aux accords de défense conclus avec le Sénégal.

En vertu des accords de partenariat qui lient la France aux pays de la sous-région, les EFS mettent en œuvre le volet opérationnel des coopérations bilatérales françaises. Il s'agit principalement de détachements d'instruction opérationnelle (DIO) et technique (DIT), et d'entraînements conjoints permettant de soutenir les engagements nationaux et multinationaux des contingents africains (opérations de maintien de la paix). En accompagnant les États africains dans le renforcement de leur sécurité collective, les EFS sont un levier de la stabilité régionale.

LES EFS FORMENT PLUS DE 200 SOLDATS DES FORCES ARMEES MALIENNES

Du 30 octobre au 16 novembre 2019, 22 formateurs spécialistes des éléments français au Sénégal (EFS) ont mis en condition avant projection deux compagnies de la 8e et la 2e région militaire des forces armées maliennes. Plus de 200 Maliens ont suivi une formation dans les domaines de l'infanterie, du tir au combat, du contre-IED (engins explosifs improvisés) et du secourisme au combat. Cette formation s'est déroulée dans un centre d'instruction proche de la capitale malienne.

Au programme de ces dix jours d'instruction ponctués d'entraînements intensifs : préparation et diffusion des ordres du chef de section vers ses subordonnés, séances de manipulation de l'armement, extraction et mise en sécurité d'un blessé avant sa prise en charge, réaction face à une embuscade, etc. L'objectif principal était de donner les outils au niveau de la section pour faire face de manière offensive aux situations telles que



l'embuscade, la prise à partie, la découverte d'un IED ou la réduction d'une position ennemie.



Durant la période de mise en condition un spécialiste des EFS a également formé six moniteurs de sauvetage au combat. Ils pourront ainsi participer activement à l'entretien des compétences des autres éléments.

Les phases de mise en situation ont succédé aux périodes d'instruction théoriques et les répétitions ont permis d'ancrer des réactions offensives selon divers scénarios de contact avec des groupes armés. Grâce au savoir-faire et à la pédagogie des instructeurs, les militaires maliens ont ainsi développé leurs compétences sur ces techniques particulièrement utiles en opération.

Composante clef dans la conduite de la stratégie préventive conduite par la France en Afrique de l'ouest, les EFS ont réalisé des missions de formation des armées nationales, au Sénégal pour 25 % d'entre elles comme dans quinze autres pays d'Afrique de l'Ouest. Au premier semestre 2019, les détachements d'instruction opérationnelle des EFS ont formé



près de 4 000 militaires à travers 150 actions de formation, contribuant notamment à la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel.

BREVES :

Florence PARLY rencontre les familles des militaires français au Sénégal

Dimanche 17 novembre 2019, Florence Parly, ministre des Armées, est allée à la rencontre des familles des éléments français au Sénégal (EFS) au camp Geille à Dakar. La ministre, en déplacement dans le cadre du séminaire intergouvernemental et du forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, a été accueillie par le général de brigade Bruno Baratz, commandant les EFS et en présence du général de corps d'armée Grégoire de Saint Quentin, sous-chef opérations de l'état-major des armées.

Rencontre avec M. le Premier Ministre Édouard Philippe

Le 18 novembre 2019, M. le premier ministre Édouard Philippe, en visite dans le cadre séminaire intergouvernemental et du forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, a été à la rencontre des éléments français au Sénégal (EFS) au quartier Protêt, à Dakar. Le Premier ministre, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et la ministre des Armées, ont été accueillis par le général de brigade Bruno Baratz, commandant les EFS, en présence de hautes personnalités politiques civiles et militaires. Après s'être entretenu avec des militaires des EFS spécialisés dans l'instruction des armées ouest africaines, avec quelques conjoints ainsi que des militaires espagnols et canadiens en mission au Sénégal, Édouard Philippe et les hautes autorités politiques, civiles et militaires se sont rendus à la base navale Faye Gassama de la Marine sénégalaise pour assister à une démonstration dynamique simulant la reprise de vive force d'un bâtiment dont l'équipage avait été pris en otage par des pirates.

Irak-Syrie - Chammal

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente le volet français de l'Opération Inherent Resolve (OIR) au sein d'une coalition de 80 pays et organisations.

A la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal vise, à apporter un soutien militaire aux forces locales engagées dans le combat contre Daech sur leur territoire.

L'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires :





- un pilier " appui " destiné à appuyer les troupes engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires de Daech ;
- un pilier " formation " au profit des forces de sécurité irakiennes.

A ce jour, le dispositif complet de l'opération Chammal compte près de 1000 militaires. Il comprend également plus d'une centaine de militaires projetés à Bagdad pour la formation et le conseil des états-majors et unités irakiennes.

POINT DE SITUATION MILITAIRE AU 28 NOVEMBRE 2019

L'opération Chammal, volet français de l'Opération Inherent Resolve, se poursuit. Les armées restent résolument engagées dans leur lutte contre l'organisation terroriste Daech.

Les avions français poursuivent leurs missions sur la zone d'opération Chammal et le volet conseil et formation des forces de sécurité irakiennes se poursuit grâce à l'action des Task Force Monsabert et Narvik à Bagdad. Cet appui contribue à la lutte contre Daech et participe à la sécurisation de l'Irak.

ACTIVITE DE LA FORCE

➤ **Présentation du robot français de déminage par la Task Force Monsabert**

Le 21 novembre marquait la fin du stage contre-IED, ou lutte anti-engins explosifs improvisés, dispensé par le personnel français de l'élément opérationnel de déminage (EOD) déployé au sein de la Task Force Monsabert, au profit des soldats de la 6e division irakienne. À cette occasion, ces spécialistes du déminage et de la destruction de munitions ont présenté le robot français de lutte contre-IED : le PackBot.

Ce robot télécommandé d'environ 20 kilos permet de repérer et désamorcer les engins explosifs improvisés. Équipé d'une caméra permettant au pilote de manœuvrer ce matériel à distance, il est capable de se protéger d'un éventuel déclenchement de l'explosif. Armé d'un bras mécanique, il peut soulever des objets encombrants et désamorcer l'explosif repéré. Ses quatre chenilles, dont deux pivotant sur un axe, lui garantissent une mobilité et une stabilité qui facilitent le franchissement de tout obstacle sur le terrain.

L'ensemble du stage dispensé par le personnel de l'EOD de la Task Force Monsabert a permis aux spécialistes des forces armées irakiennes de perfectionner leur approche de la lutte contre les engins explosifs improvisés. Le partenariat avec la 6e division irakienne, fondé sur un partage de connaissances par le biais d'instructions et de conseils, contribue directement à la lutte antiterroriste en Irak.





➤ **Exercice d'entretien de recueil d'informations par la Task force Narvik**

Fin novembre, les soldats irakiens de l'Iraqi Counter Terrorism Service (ICTS) ont effectué un exercice d'entretien de recueil d'informations. Cette formation est dispensée par des militaires français spécialistes du renseignement et déployés au sein de la Task Force (TF) Narvik. L'objectif de ce module est de former les soldats de l'ICTS à l'obtention de renseignement orienté sur le terrorisme sans faire usage de la force, tout en gagnant la confiance de leur interlocuteur.

Les stagiaires sont placés en binômes et doivent mener l'entretien dans l'optique de soutirer un maximum d'informations. La personne qui joue le rôle de l'informateur est un traducteur irakien travaillant pour la TF Narvik. Des militaires français et irakiens sont également présents dans la salle pour interagir avec les stagiaires et créer une ambiance similaire à l'environnement choisi. À l'issue, les instructeurs français réalisent un débriefing sur la gestion des entretiens et les résultats obtenus.

Cette formation permet aux stagiaires irakiens de perfectionner leurs techniques de renseignement sans utiliser la moindre forme de violence, en s'appuyant sur un réseau d'informateurs locaux qu'ils auront développé. En procédant ainsi, ils parviennent à collecter et transmettre de précieux éléments qui contribuent à la lutte contre Daech.



➤ Sorties air hebdomadaires (bilan du 20 au 26 novembre inclus)

Les aéronefs français basés en Jordanie et aux Émirats arabes unis poursuivent leurs actions contre Daech, au sein de la Coalition.

Cette semaine, les Rafale et l'Atlantique 2 engagés dans l'opération Chammal ont réalisé 24 sorties aériennes.

BREVES :

L'expertise des ouvrages de défense de la Task Force Monsabert

Durant le mois de novembre, le personnel du génie présent au sein de la Task Force Monsabert a réalisé un audit sur l'état des ouvrages de défense afin d'optimiser la protection des abris et postes de combat du camp français. Une étude conduite par des sapeurs expérimentés déployés au sein de la Task Force Monsabert, a mené à la réalisation de travaux sur les infrastructures pour renforcer encore davantage la sécurité des soldats.

Le COMSICAT réalise une mission conseille dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information et la cybersécurité

Du 10 au 14 novembre, les détachements français de la Task Force Monsabert, de la Task Force Narvik et du camp Union 3 de Bagdad ont reçu la visite d'un détachement du



commandement des systèmes d'information et communication interarmes des théâtres, ou COMSICIAT, organe spécialiste des domaines de la cyberdéfense et des transferts d'information.

Arrivée de deux RAFALE C sur la base aérienne projetée au Levant

Le 12 novembre, pour la première fois, deux RAFALE C se sont posés sur la base aérienne projetée au Levant. Ces deux aéronefs en provenance de la base aérienne de Mont-de-Marsan sont venus relever deux RAFALE B qui assuraient des missions aériennes depuis plus de trois mois. Dorénavant, le volet « appui » est structuré autour de deux avions de chasse de type RAFALE B biplaces et deux avions de chasse de type RAFALE C monoplaces de l'armée de l'Air. Au cours des semaines à venir, deux RAFALE C viendront compléter la relève en prenant la place des deux RAFALE B en fin de mandat.

Des géographes militaire français de la Task Force Monsabert auprès de l'école d'artillerie irakienne

Le 13 novembre, des géographes militaires français de la Task Force Monsabert, ont contribué à l'amélioration de la précision des tirs de l'école d'artillerie irakienne en utilisant la déclinaison magnétique.

La Task Force Monsabert détruit des munitions saisies à Daesh

Le 16 novembre, le personnel de l'unité de déminage de la Task Force Monsabert et leurs homologues de la 6^e division d'infanterie irakienne ont procédé à la destruction de munitions saisies à Daesh. Cette mission, exécutée sous la forme d'un « Advise & Assist » (conseiller et assister), a permis de renforcer le lien entre les spécialistes EOD de la Task Force Monsabert et leurs homologues de la 6^e division d'infanterie irakienne.

COOPERATION FRANCO-BRITANNIQUE

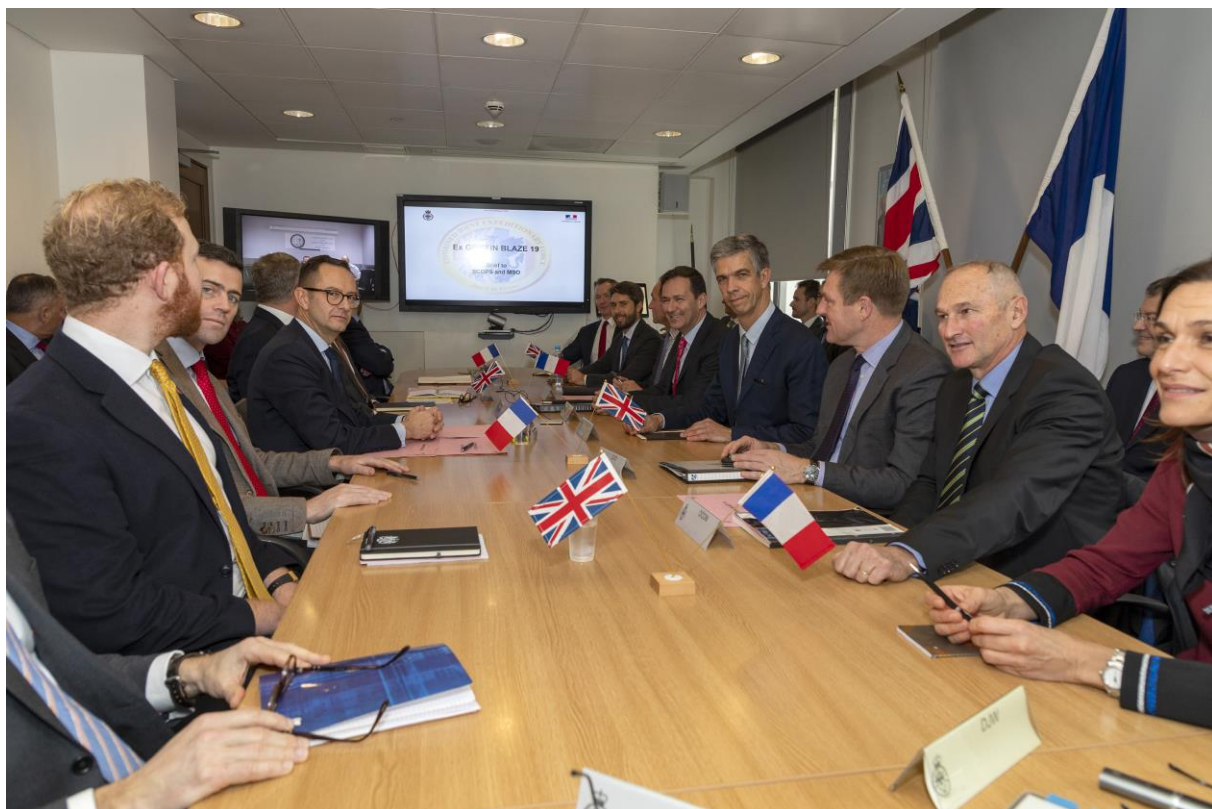
EXERCICE GRIFFIN BLAST ET GRIFFIN BLAZE POUR LES FORCES FRANCAISE ET BRITANNIQUE

Du 18 au 29 novembre 2019 se déroulent, simultanément, les exercices de poste de commandement Griffin Blast et Griffin Blaze au cours desquels les équipes française et britannique approfondissent les procédures conjointes mise en œuvre dans la perspective du déploiement de la CJEF (Combined Joint Expeditionary Force – Force expéditionnaire conjointe interarmées).





Concrétisation opérationnelle de la coopération mise en œuvre en 2010 avec la signature du traité de Lancaster House, la CJEF atteindra sa pleine capacité opérationnelle en 2020. Les exercices Griffin Blast et Griffin Blaze s'inscrivent dans la dynamique de cette montée en puissance qui, depuis 2010, a permis de développer la CJEF dans ses différentes fonctions et composantes : Flandres (2011, dominante terrestre), Corsican Lion (2012, dominante maritime), Joint Warrior 13.2/Capable Eagle (2013, dominante aérienne), Rochambeau (2014, dominante terrestre), Griffin Strike 2016 et plus récemment Griffin Strike 2019 (amphibie).



Griffin Blast et Griffin Blaze constituent donc une étape charnière. Destinés à affiner les procédures et modes d'organisation de niveau stratégique mis en œuvre pour planifier une opération conjointe, ils permettent de tester deux structures de commandement conjointes : une équipe de coordination stratégique franco-britannique, chargée de la planification stratégique de niveau politique et militaire (basée à Londres), et un état-major binationale de niveau opératif (basé à Northwood).

Fondés sur un scénario de projection de puissance interalliée réalisée à la demande d'un état tiers et sous mandat de l'ONU, ces exercices seront suivis d'un exercice de niveau opératif en juin 2020, dénommé Griffin Rise, qui validera l'atteinte de la pleine capacité opérationnelle de la CJEF.



Ainsi, dix ans après le traité de Lancaster House, les forces françaises et britanniques seront en mesure de mettre en œuvre un état-major stratégique conjoint de circonstance et un état-major opérationnel binational déployé avec leurs composantes associées tout en réalisant un déploiement de forces.

Avec la CJEF, elles disposent d'un outil complémentaire, offrant davantage de réactivité pour mener des opérations allant de l'assistance humanitaire jusqu'à l'entrée en premier sur un théâtre afin d'assurer la défense de leurs intérêts et de participer leur sécurité collective.

La CJEF constitue une véritable plus-value opérationnelle pour nos deux nations, car elle traduit une volonté commune au plus haut niveau politique, elle permet de répondre aux défis d'un environnement incertain et de couvrir un large spectre de missions tout en mettant en œuvre un outil polyvalent et réactif sans mobiliser des forces dédiées en permanence.

Sentinelle

La force Sentinelle constitue une opération interarmées en appui des forces de sécurité intérieure, visant à protéger les Français et à sécuriser les sites les plus sensibles à Paris, en province et dans les DOM/COM.

Les effectifs de Sentinelle sont mobilisés pour appuyer les forces de sécurité intérieure et de la sécurité civile. Les forces armées agissent en complémentarité et en coordination avec les forces de sécurité intérieure.

L'opération Sentinelle reste maintenue à son plus haut niveau, avec un dispositif réactif, adaptable et dynamique, qui permet de répondre aux besoins des autorités civiles exprimés dans le cadre des réquisitions. Ce dispositif est désormais organisé en trois, échelons rendant la force plus manœuvrable et plus à même de concentrer ses efforts là où la tenue d'événements particuliers l'exigent.

EXERCICE AVEC LES SAPEURS-POMPIERS DE LA 11^E COMPAGNIE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA BSPP

Le 18 novembre 2019, la section du maréchal des logis-chef Christophe du 503e RT, actuellement déployée sur l'opération Sentinelle en Ile-de-France, a réalisé un exercice avec les soldats du feu de la caserne de la 11e compagnie d'incendie et de secours de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP).



Cet exercice a été réalisé afin de tester la coordination des forces d'intervention, Sentinelle et BSPP, en cas d'attaque terroriste. Le scénario a pris la forme d'une double attaque : par un véhicule bélier sur la terrasse d'un restaurant, suivi d'une prise à partie par d'autres assaillants retranchés dans le bâtiment.



La mission des militaires de l'opération Sentinelle consiste à neutraliser la menace terroriste, de réaliser les premiers soins aux blessés, et de sécuriser le périmètre afin que les soldats de la BSPP puissent intervenir rapidement pour porter secours aux victimes. La coordination et la communication sont deux éléments essentiels pour ce type d'évènement qui permettent une réaction et une prise en charge des victimes des plus rapides. L'exercice a, par ailleurs, permis de mettre en exergue la nécessité de devoir progresser ensemble sur la zone d'attaque afin de permettre l'évacuation rapide des blessés.

L'exercice s'est terminé par un instant d'échange entre les soldats : les sapeurs-pompiers de la caserne de Sévigné ont ainsi pu découvrir l'armement collectif et individuel du combattant, et les tringlots du 503e RT ont pu s'essayer à la traditionnelle « planche ». Ce type d'exercice conjoint entre les éléments Sentinelle et les sapeurs-pompiers de Paris est reconduit avec chaque nouvelle unité déployée sur l'opération Sentinelle en Île-de-France.



FAG - Forces armées en Guyane

Fortes de 2 100 militaires, les FAG constituent une force de souveraineté interarmées couvrant les territoires de Guyane et du bassin amazonien. Elles forment un point d'appui à dominante aéroterrestre essentiel et complémentaire des Forces armées aux Antilles (FAA) sur le théâtre « Caraïbe ».

Dans sa zone de responsabilité, le COMSUP FAG a pour principales missions de :

- *protéger le territoire national et ses ressortissants ; prévenir les risques d'atteinte aux intérêts stratégiques français au sein de sa zone de responsabilité notamment via la sécurisation du centre spatial guyanais (opération Titan) ;*
- *soutenir l'action de l'Etat, plus particulièrement dans le domaine de la lutte contre les trafics illégaux, le pillage halieutiques et l'orpaillage clandestin (opération Harpie) ;*
- *développer la coopération régionale et entretenir des relations privilégiées avec l'ensemble des pays riverains de la zone*

Les FAG offrent une capacité d'aguerrissement unique grâce au centre d'entraînement en forêt équatoriale. Les FAG restent en mesure de conduire, d'appuyer ou de participer à un déploiement opérationnel dans la zone considérée, notamment en cas de catastrophe naturelle et/ou de crise humanitaire.

250^E LANCEMENT D'ARIANE SOUS PROTECTION DES FORCES ARMEES EN GUYANE

Le mardi 26 novembre, la 250^e fusée Ariane s'est élevée dans les airs emportant avec elle deux satellites de télécommunication. Ce lancement marque 40 années de lancements des vecteurs Ariane. Les forces armées en Guyane (FAG) étaient une nouvelle fois au rendez-vous pour assurer la protection du lanceur avec une forte mobilisation opérationnelle de 6 jours dans les trois milieux.

L'une des missions principales des FAG est en effet de participer à la protection hermétique du centre spatial guyanais (CSG). Le dispositif, mis en œuvre dans les 24 heures qui ont précédé la date initiale du lancement - le vendredi 22 novembre - a pour vocation de préserver de toute intrusion la zone et les abords du pas de tir. L'opération de sécurisation du CSG porte depuis avril 2008 le nom de Titan. Ce nom fait référence au plus gros coléoptère de Guyane le « Titanus Giganteus » qui de manière agile, évolue dans les trois dimensions : Terre, Air et Mer.

Si habituellement, le dispositif Terre est aux ordres du 3^e régiment étranger d'infanterie (3^e REI), cette fois il était aux ordres du 9^e régiment d'infanterie de marine (9^e RIMa) qui avait déployé sa 1^{re} compagnie sur les chemins de patrouilles à pied, en quad, en véhicules



chenillés BV206 ou même en kayak. En effet, le 9e RIMa doit toujours être en mesure d'assurer cette mission, notamment si le 3e 2tranger est engagé ailleurs comme ce fut le cas à l'automne 2017 dans le cadre de l'opération Irma de secours aux Antilles.

La bulle de sûreté aérienne placée sous commandement de la haute autorité de défense aérienne, le commandant de la base aérienne 367 (BA367), regroupe les hélicoptères Fennec armés de tireurs d'élites ainsi qu'une batterie de missiles sol-air Mistral. Le tout est renseigné en permanence par les contrôleurs du centre de contrôle militaire. La projection d'un élément d'intervention est également rendue possible grâce aux hélicoptères Puma de l'escadron de transport 68 de la BA367. Enfin, en mer, le patrouilleur Antilles-Guyane la Résolue et la vedette côtière de surveillance maritime la Mahury ont assuré la protection au large du CSG.



Le lancement, initialement prévu le vendredi 22 novembre, a dû être reporté. Le 9e de Marine a dû basculer le commandement Terre le mardi 26 novembre au matin au 3e REI car les marsouins étaient attendus en forêt pour poursuivre la mission Harpie de lutte contre l'orpaillage illégal.



Le soir même, à 18h23 à Kourou, après quelques 150 heures de déploiement sécuritaire en continu, les militaires ont vu Ariane 5 décoller et emporter avec elle deux satellites de télécommunication.

enhanced Forward Presence (eFP) - Estonie

Lors des sommets de l'OTAN à Newport en 2014 et à Varsovie en 2016, les Nations membres de l'OTAN ont décidé de renforcer la posture de défense et de dissuasion de l'Alliance compte tenu du nouveau contexte sécuritaire. Les Alliés ont ainsi confirmé leur volonté de disposer d'une capacité de réaction en déployant des forces de présence non permanentes sur le territoire de certains Alliés. Pour les pays Baltes et la Pologne, cette force de présence porte le nom de « présence avancée renforcée », en langue anglaise « eFP » (enhanced Forward Presence). L'ensemble s'inscrit dans les directives données par le niveau stratégique à SHAPE, et à Brunssum pour le niveau opératif, pour la coordination des actions des quatre bataillons.

Engagée depuis mars 2017 en Estonie au sein d'un bataillon britannique, la France a adapté sa présence en décembre 2017 en redéployant son dispositif en Lituanie. En 2019, elle poursuit son engagement au sein de l'OTAN pour la sécurité des alliés malgré ses forts engagements opérationnels en déployant de nouveau une compagnie en Estonie. La mission baptisée « Lynx » est déployée à Tapa au sein d'un bataillon multinational dont le Royaume-Uni est nation cadre, aux côtés des forces armées estoniennes et d'autres partenaires de l'OTAN. La mission Lynx s'appuie sur un sous groupement tactique robuste articulé autour de 13 VBCI, 4 chars Leclerc et une dizaine de blindés, accompagné d'un élément de soutien national. La mission est assurée par 300 militaires issus du 2e RIMa. Ils mènent principalement des activités d'entraînement aux côtés de leurs homologues britanniques, belges, danois, islandais et estoniens, dans un cadre défini par l'OTAN.

BREVE :

Présentation des capacités d'interopérabilité au nouveau mandat britannique

Le 8 novembre 2019, les officiers maintenanciers du mandat Lynx 6 ont convié leurs nouveaux homologues britanniques à une présentation de la maintenance française, des capacités humaines et matérielles offertes par la section de réparation mobilité. Lors d'entraînements et d'exercices communs, les forces françaises ont pu développer une grande interopérabilité logistique avec le précédent mandat britannique armé par le King's Royal Hussars. Afin de maintenir cet avantage, les logisticiens et maintenanciers du Queen's Royal Hussars, le nouveau mandat britannique, se sont intéressés de près aux moyens et





procédés français de maintenance. Lors de la dernière rencontre, organisée dans les ateliers français, les mécaniciens ont présenté aussi bien les véhicules de dépannage (DCL et PPLD), les outillages, que la chaîne d'approvisionnement, la conduite de la maintenance, la cellule RDC mais aussi les ateliers multi techniques. Ces échanges autour de l'interopérabilité logistique viennent compléter les présentations des capacités du SGTIA de la mission Lynx 6, débutées depuis la relève et seront très rapidement enrichies par les prochains exercices communs.

Liban - FINUL

Présente depuis 1978 au Liban, la France est l'un des principaux pays contributeurs de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Les quelque 900 casques bleus déployés dans le cadre de l'opération Daman dont près de 700 français arment une partie de l'état-major de la FINUL et la Force Commander Reserve (FCR) qui réalise ses missions en étroite relation avec les forces libanaises.

Les principales missions de la FINUL fixées par la résolution 1701 sont de contrôler la cessation des hostilités, d'aider le gouvernement libanais à exercer son autorité souveraine sur l'ensemble du territoire, de soutenir les forces armées libanaises (FAL) dans leur mission d'établissement de la paix et de sécurisation de la zone d'action de la FINUL, de veiller à ce que cette zone ne soit pas utilisée pour des activités hostiles de toute nature.

BREVES :

Un nouveau chef à la tête des casques bleus de la Force Commander Reserve au Sud-Liban

Le 12 novembre, sur le camp de Dayr Kifa au Sud-Liban, s'est déroulée la cérémonie de transfert d'autorité de la Force Commander Reserve (FCR) de la force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL). Le colonel Philippe Gennequin, chef de corps du 12^e régiment de cuirassiers succède au colonel Nicolas de Fontanges, chef de corps du 5^e régiment de dragons.

Rénovation de salles de classe dans une école marquée par les conflits

Le 16 novembre, dans l'école publique du village de Frun situé à proximité de la base de Deir Kifa, les soldats de la force Daman ont livré du matériel scolaire et procédé à la réfection de salles de classe accueillant des enfants de la maternelle jusqu'au collège. Cette action permet ainsi aux soldats d'entretenir des liens avec la population libanaise et de participer



au développement de l'éducation des jeunes. Pour l'occasion les soldats ont également distribué des kits scolaires pour tous les enfants en classe de maternelle.

Déploiements maritimes

BREVES :

Mer Noire : Le Commandant Birot franchit les détroits turcs

Après avoir appareillé de Toulon le 14 novembre, le patrouilleur de haute mer Commandant Birot a franchi les détroits turcs le mardi 19 novembre. Il est entré en mer Noire pour un déploiement opérationnel d'une vingtaine de jours sur zone, qui l'amènera à travailler avec les marines des pays riverains, et plus particulièrement avec la Géorgie, l'Ukraine et la Roumanie. Cette mission du Commandant Birot en mer Noire illustre l'attachement de la France à la liberté de navigation sur toutes les mers du globe, dans le respect des conventions internationales, et tout particulièrement sur les zones d'intérêt. Le franchissement des détroits turcs a été l'occasion, pour l'équipage du Commandant Birot, de rendre hommage aux marins du croiseur Bouvet disparus lors de la bataille des Dardanelles.

La FREMM Provence au cœur de l'exercice SQUALE 19

Du 6 au 12 novembre 2019, la FREMM *Provence* a pris part à l'exercice SQUALE 19. Cet exercice majeur de lutte anti-sous-marine a réuni six unités françaises et italiennes – un sous-marin italien et un sous-marin nucléaire d'attaque français, les frégates multi-mission françaises *Provence* et *Auvergne*, le bâtiment de commandement et de ravitaillement français *Var*, un ATL2 et la frégate multi-mission italienne *Virginio Fasan* - dans une zone d'exercice située au nord de la Sardaigne. SQUALE 19 a été planifié et conduit en coordination avec l'exercice « Mare Aperto », exercice annuel italien majeur. Il permet, sous le contrôle conjoint des entraîneurs français et italiens et grâce à des échanges de personnel, d'atteindre un haut niveau de qualification en matière de lutte anti-sous-marine des équipages, indispensable à l'interopérabilité des marines françaises et italiennes en Méditerranée.



FFDj- Forces Françaises stationnées à Djibouti

Avec 1 450 militaires déployés, les FFDj forment le contingent le plus important de forces de présence françaises en Afrique et la première base opérationnelle avancée sur la façade Est de ce continent. Autorisée par le traité de coopération en matière de défense signé en 2011 avec Djibouti, cette présence permet de mettre en œuvre la coopération militaire franco-djiboutienne mais aussi régionale, tout en assurant la protection des ressortissants français.

Les FFDj constituent une plateforme stratégique, opérationnelle et logistique en mesure d'accueillir mais également de projeter rapidement des forces en cas de crise dans la sous-région, vers l'océan Indien ou encore le Moyen-Orient. Elles offrent par ailleurs une capacité d'aguerrissement unique centre d'entraînement au combat et d'aguerrissement au désert

Parmi leurs missions, les FFDj apportent un soutien logistique essentiel au profit des bâtiments et des aéronefs français et étrangers engagés dans les opérations de lutte contre la piraterie, notamment l'opération Atalante.

BREVES :

Opération de recherche et secours au profit de plongeurs à la dérive

Le 12 novembre, les forces françaises à Djibouti (FFDj) ont engagé des moyens aériens en appui à une mission de sauvetage maritime dans le nord-est du pays, aux côtés de la marine nationale djiboutienne et avec le soutien de la force européenne Atalante. Dans la matinée, un bateau de plaisance a perdu le contact avec un groupe de dix plongeurs dans la zone des Iles des sept frères. Deux hélicoptères de la base aérienne 188 ont décollé, avec, à leur bord, des équipes de recherches et des équipes médicales. Deux avions de chasse sont également mobilisés. Les hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de Terre se tiennent prêts. Parallèlement, un avion de reconnaissance P3 Orion de la mission européenne Atalante se rend sur place pour effectuer les premières reconnaissances. Finalement, au bout de quelques heures, l'avion de la force Atalante a identifié des plongeurs sur des embarcations.

AMBOULI 2019, exercice majeur de planification opérationnelle

Du 17 au 20 novembre 2019, l'état-major interarmées (EMIA) des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) a effectué un exercice de planification d'une opération sur un scénario fictif de crise régionale. Baptisé AMBOULI, ce traditionnel rendez-vous opérationnel est destiné à entraîner l'état-major afin d'assurer le commandement d'une opération. Cet exercice constitue une activité majeure pour l'EMIA dans sa version poste de commandement interarmées. Cette phase visait à planifier et rédiger des ordres dans le cadre d'une opération d'évacuation de ressortissants. A cette occasion, le général de division aérienne Eric Gernez, commandant de la force, a reçu son Excellence Monsieur Arnaud



Guillois, ambassadeur de France à Djibouti, pour une présentation d'AMBOULI 2019 et des capacités opérationnelles des FFDj. Dans le cadre de la coopération initiée avec les forces d'autodéfense japonaise présentes à Djibouti, l'ambassadeur du Japon, son attaché de défense et le commandant de la base japonaise étaient également présents.

EFG – Éléments français au Gabon

Avec 350 militaires déployés, les EFG constituent l'un des deux pôles opérationnels à vocation régionale en Afrique de l'Ouest. Anciennement « forces françaises au Gabon » (FFG), les EFG ont été rebaptisées en septembre 2014 en conservant des missions conformes avec le traité de coopération en matière de défense de 2010.

En vertu des accords de partenariat qui lient la France aux pays de la sous-région, les EFG mettent en œuvre le volet opérationnel des coopérations bilatérales françaises. Ils complètent ainsi la formation des militaires des pays partenaires de la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) durant leur mise en condition avant engagement dans des opérations intérieures ou extérieures. Près de 9 000 stagiaires sont répartis chaque année au sein de près de 200 stages hautement spécialisés. Il s'agit principalement de détachements d'instruction opérationnelle (DIO) et technique (DIT), et d'entraînements conjoints permettant de soutenir les engagements nationaux et multinationaux des contingents africains (opérations de maintien de la paix). En accompagnant les États africains dans le renforcement de leur sécurité collective, les EFG sont un levier de la stabilité régionale.

Les EFG sont également un point d'appui opérationnel et logistique (Base de Soutien Interarmées de Théâtre – BSIAT) en Afrique centrale pour la conduite éventuelle d'une opération par l'armée française ou pour le transit de forces de passage.

BREVE :

Formation topographique au profit des forces armées congolaises

Du 1 au 13 octobre 2019, les instructeurs du détachement d'appui opérationnel artillerie des éléments français au Gabon (EFG) ont dispensé une formation « topographique niveau 1 » au profit d'une vingtaine d'officiers et de sous-officiers issus du 1er régiment d'artillerie de l'académie de Kintélé (Brazzaville). Les objectifs de ce stage étaient d'acquérir les fondamentaux de la topographie, indispensables, pour demander et délivrer un tir d'artillerie.



FFEAU/ALINDIEN – Forces Françaises aux Emirats Arabes Unis / Commandement de la zone maritime océan Indien

Avec 650 militaires déployés, les FFEAU constituent l'une des bases opérationnelles avancées françaises à l'étranger. Cette présence militaire s'inscrit dans le cadre de l'accord intergouvernemental intervenu en 2008 entre la France et les EAU. Elle permet d'appuyer les moyens militaires français déployés dans le Golfe arabo-persique et le Nord de l'océan Indien.

Les FFEAU permettent également d'entraîner et d'aguerrir les militaires français aux actions de combat en zone désertique et en zone urbaine. L'officier général en poste à Abou Dhabi est à la fois commandant des FFEAU et commandant de la zone maritime océan indien (ALINDIEN).

En tant que commandant de la zone maritime océan indien (ALINDIEN), le COMFOR FFEAU exerce son autorité sur une zone maritime s'étendant du Sud du canal de Suez à l'Ouest, et à l'Est jusqu'aux limites Ouest des eaux de la Birmanie, de l'Indonésie et de l'Australie. Embarqué depuis 1973, ALINDIEN est désormais à terre, tout en conservant une capacité de commandement embarqué si nécessaire. Ses missions revêtent plusieurs aspects :

- *contribuer à la stabilisation et au maintien de la paix dans la zone ;*
- *contribuer à la sécurité des espaces maritimes ;*
- *conduire des opérations militaires à dominante maritime ;*
- *participer à la protection des ressortissants français ;*
- *promouvoir la politique de défense de la France et animer les relations militaires bilatérales avec les différents pays de la zone.*

BREVE :

ALINDIEN en immersion dans le stage ATLC 2019 sur la BA 104

Le contre-Amiral Maletterre, commandant la zone maritime de l'océan Indien (ALINDIEN) et les forces françaises aux Emirats Arabes Unis (FFEAU), a été accueilli par le Colonel Rozewicz, commandant de la base aérienne 104, pour participer à une mission du stage avancé de commandement de missions tactiques (ATLC ou Advanced Tactical Leadership Course). Cet exercice multinational qualifiant de quatre semaines organisé chaque année par les Emirats regroupait, cette année, des aviateurs originaires de France, d'Australie, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. L'objectif était de dérouler un scénario d'opération complexe et réaliste pour entraîner les forces et consolider leur interopérabilité. L'amiral a embarqué sur l'E3-F Awacs, le système de surveillance et de contrôle utilisé par l'armée de l'Air sur l'ensemble des opérations. L'amiral a félicité les huit pilotes français qui ont reçu le diplôme de Mission Commander lors du Graduation Day le 14 novembre.



FANC - Forces Armées en Nouvelle Calédonie

Fortes de 1 450 militaires, les FANC constituent une force de souveraineté interarmées couvrant le territoire de la Nouvelle Calédonie ainsi que les îles Wallis et Futuna. Elles forment un point d'appui à dominante aéroterrestre essentiel et complémentaire des forces armées en Polynésie Française (FAPF) sur le théâtre « Pacifique ».

Dans sa zone de responsabilité et en lien avec les FAPF, le COMSUP FANC a pour principales missions de :

- *protéger le territoire national et ses ressortissants ; prévenir les risques d'atteinte aux intérêts stratégiques français au sein de sa zone de responsabilité ;*
- *soutenir l'action de l'Etat, plus particulièrement dans les domaines relevant de la sauvegarde maritime et de la surveillance des pêches ;*
- *développer la coopération régionale en faisant vivre les accords FRANZ et le QUAD.*

Compte tenu des risques de catastrophes naturelles dans cette région du monde, les FAPF sont régulièrement amenés à engager leurs moyens pour des opérations d'aide aux populations, en appui des autres services de l'Etat. Les FANC restent en mesure de conduire, d'appuyer ou de participer à un déploiement opérationnel dans la zone considérée.

BREVES :

Un mois de novembre chargé pour les démineurs des FANC

Au cours du mois de novembre, les démineurs des forces armées en Nouvelle Calédonie (FANC), en complète interaction avec les autorités civiles locales (préfectures, municipalités...), sont intervenus à plusieurs reprises afin de neutraliser des munitions représentant un danger pour les populations. Faisant suite à une demande de concours du Haut-Commissariat de la République, une opération de dépollution subaquatique s'est déroulée du 4 au 14 novembre 2019 dans le lagon calédonien. Le 8 novembre, le groupe a été engagé en totalité sur différentes missions, marquant le point d'orgue du mois. Alors que l'intervention subaquatique était toujours en cours, le binôme d'astreinte a embarqué à Tontouta dans un Casa en direction de l'île de Wallis où une munition a été découverte à Halalo dans le jardin d'un particulier.

Début de l'exercice MHANUU 2019

Depuis quelques jours les aviateurs de la base aérienne 186 (BA 186) « Lieutenant Paul Klein », situé à Tontouta, Nouvelle-Calédonie, conduisent l'exercice aérien MHANUU 2019. Destiné à préparer l'exercice CROIX DU SUD 2020, cet exercice est conduit en coopération avec un détachement d'environ cinquante australiens de la Royal Australian Air Force,





accompagnés d'un C27J. MHANUU est l'exercice annuel « Air » des forces armées de Nouvelle-Calédonie (FANC). Il mobilise ainsi chaque année l'ensemble du personnel de la BA 186 et ses principaux vecteurs aériens. Cet exercice d'une durée de deux semaines, est articulé en deux phases. La première semaine vise à accroître les procédures aériennes de chaque armée de l'Air et tester la chaîne de commandement en activant un commandement aérien interallié : le JFACC (Joint Forces Air Component Command). La seconde prévoit le déroulement de l'opération proprement avec un scénario de type assistance humanitaire après une catastrophe naturelle.

FAZSOI - Forces Armées dans la Zone Sud de l'Océan Indien

Fortes de 1 700 militaires, les FAZSOI constituent une force de souveraineté interarmées couvrant les territoires de la Réunion et de Mayotte ainsi que les îles Eparses et les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Elles constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien ».

Dans sa zone de responsabilité, le COMSUP FAZSOI a pour principales missions de :

- *protéger le territoire national et ses ressortissants ; prévenir les risques d'atteinte aux intérêts stratégiques français au sein de sa zone de responsabilité ;*
- *soutenir l'action de l'Etat, plus particulièrement dans les domaines relevant de la surveillance des pêches et de la lutte contre l'immigration clandestine ;*
- *développer la coopération régionale et entretenir des relations privilégiées avec l'ensemble des pays riverains de la zone.*

Les FAZSOI offrent une capacité d'entraînement unique grâce au centre d'aguerrissement tropical du 2e RPIMa et au Centre d'instruction et d'aguerrissement nautique du détachement de la Légion Etrangère. Les FAZSOI restent en mesure de conduire, d'appuyer ou de participer à un déploiement opérationnel dans la zone considérée.

BREVE :

Premier exercice bilatéral entre les FAZSOI et les forces de sécurité mauriciennes

Du 17 au 22 novembre 2019, les forces de sécurité mauriciennes (Mauritius police force - MPF) et les forces armées de la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI) se sont entraînées à Maurice dans le cadre d'une coopération binationale portant sur la lutte contre le narcotrafic. Les armées françaises ont ainsi déployé une centaine de militaires, dont l'état-major des FAZSOI, le patrouilleur Le Malin, l'escadron de transport ET50 ainsi que le 2e



régiment parachutiste d'infanterie de Marine (2e RPIMa), tous deux basés sur l'île de La Réunion. La zone d'exercice en terrain libre était principalement concentrée dans le sud-est de l'île. L'objectif de cet exercice interarmées et interservices étaient de renforcer la coordination et l'interopérabilité des FAZSOI et de leurs partenaires mauriciens, dans la perspective d'interventions conjointes. De la planification à l'exécution d'une opération conjointe, cet exercice baptisé PHOENIX vise à mieux répondre au défi commun que constitue la lutte contre le narcotrafic.

Transformons notre armée

Signature du protocole ANSSI - COMCYBER

Forts de la confiance établie au cours des dernières années, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et le Commandement de la cybersécurité (COMCYBER) ont renforcé leur coopération pour les années à venir, par le renouvellement de leur partenariat en matière de cybersécurité.

Stage de qualification logistique interarmées

La session 2019 de qualification logistique interarmées du 3e degré s'est déroulée du 4 au 15 novembre sur la base aérienne 107 de Vélizy-Villacoublay sous la conduite de l'Ecole du Train et de la Logistique Opérationnelle (ETLO) et avec l'appui du Centre de Soutien aux Opérations et aux Acheminements (CSOA).

Chef d'état-major des armées

Intervention du CEMA devant les membres de l'Institut Montaigne

Le mardi 19 novembre 2019, le général François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) est intervenu devant les membres de l'Institut Montaigne. Le général a souhaité axer son intervention sur la singularité militaire, car les armées pour inspirer doivent être connues et comprises.





Participation du CEMA au comité militaire de l'Union européenne

Le général d'armée, François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) a participé, le 20 et 21 novembre 2019, au comité militaire de l'Union européenne (CMUE) à Bruxelles. Le chef d'un des commandements supérieurs de l'OTAN (SACT) était également invité, signe du lien et de la transparence qui existe entre ces deux organisations où la France est largement investie.

Séminaire « enjeux et défis de la dissuasion »

Le vendredi 22 novembre 2019, à Balard, le chef d'état-major des armées a ouvert le séminaire biannuel sur la dissuasion nucléaire.

Le CEMA participe au Forum de défense franco-britannique

Le général d'armée, François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) et son homologue britannique, le général Nicholas Patrick Carter, Chief of Defence Staff ont participé, le 22 novembre 2019, à la restitution des travaux de la seconde session du forum de défense franco-britannique qui a eu lieu du 19 au 22 novembre 2019 à Paris. La première session s'était déroulée à Londres en octobre 2018.

Le CEMA s'entretient avec monsieur Jean-Pierre Lacroix

Le 22 novembre 2019, le chef d'état-major des armées (CEMA), le général d'armée François Lecointre, s'est entretenu avec monsieur Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix à l'ONU. Ils ont plus particulièrement abordé la coordination mise en œuvre entre les opérations nationales et les opérations de maintien de la paix (OMP), jugeant ce travail essentiel pour garantir une paix durable. Évoquant plus particulièrement la bande sahélo-saharienne, le général Lecointre et Jean-Pierre Lacroix ont souligné la complémentarité des actions mise en œuvre par la France et l'ONU en vue de favoriser l'appropriation de leur sécurité par les contingents africains.

